

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

TRAVAIL DÉTACHÉ : UN DOUBLE SUCCÈS POUR L'EUROPE

Le travail détaché était devenu au fil des années à la fois le symbole d'une Europe du moins-disant social, et d'une inquiétante fracture Est-Ouest. L'accord auquel ont abouti lundi soir par un vote à la majorité qualifiée les 28 ministres européens de l'Emploi constitue une étape importante pour résorber les deux phénomènes. Après l'adoption par le

Parlement européen de son projet de révision de la directive sur le détachement la semaine passée, l'accord au Conseil des ministres permet maintenant aux deux institutions législatives de l'UE d'entamer leur négociation pour rapprocher les deux projets. Dès mardi matin, les critiques ont plu. La fédération patronale BusinessEurope considère l'accord comme un « mauvais compromis animé par un symbolisme politique », et la Confédération européenne des syndicats le juge « décevant » du point de vue de la protection des travailleurs.

Au Parlement européen, la socialiste Marie Arena, son parti à l'unisson avec la FGTB, parle

d'un « accord mou qui fera prospérer le dumping social » et l'Ecolo Philippe Lamberts raille l'accord « historique » en niant que les ministres aient reconnu le principe « à travail égal, salaire

égal ». Sans compter les ministres des Etats membres qui ont voté contre l'accord, tel le Hongrois jugeant que « ce n'est pas un compromis » mais un quasi-diktat imposé aux pays qui s'opposaient à la révision de la

Ce succès est une victoire face aux démons de la division européenne

directive.

Une thèse que seule accredit la France d'Emmanuel Macron, laquelle se félicite de ce que son président a « arraché », chevalier blanc et seul contre tous, un accord qui enfin restaure une « Europe qui protège », même si c'est encore trop peu (les cocoricos macroniens sont excessifs ; mais il reste indubitable que la montée au créneau du président français a mis la pression sur les récalcitrants, tant à l'Est que dans la péninsule ibérique dont le ralliement était essentiel pour atteindre une majorité).

Quand les bords opposés accusent un compromis de trop favoriser la partie d'en face, on peut sans risque en déduire que ledit compromis est équilibré. L'accord constitue bel et bien un progrès dans la mesure où il

rendra impossible à terme que deux travailleurs effectuant le même travail au même endroit soient inégalement rémunérés. C'était le cœur de la proposition de révision déposée par la commissaire européenne Marianne Thyssen. Ce n'est pas une contribution au dumping social, c'est au contraire un coup fatal qui lui est porté.

Par ailleurs, onze Etats, dont tous ceux d'Europe centrale et orientale, avaient il y a un an tenté de faire dérailler le projet. Lundi,

cinq d'entre eux ont voté en faveur du compromis : la Roumanie, la Bulgarie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Slovénie. Ce n'était pas facile pour eux. Ils l'ont fait, motivés par la conviction que cet accord contribue favorablement à la construction européenne, dont ils veulent faire partie intégrante.

Alors que lundi après-midi encore ces Etats étaient récalcitrants face à une majorité déjà assurée, l'habileté et la détermination du ministre estonien Ossinovski et de la commissaire Thyssen ont amené ces pays à bord. Ce succès en faveur de l'équité des travailleurs est aussi une victoire essentielle face aux démons de la division européenne. Beaucoup de critiques envers ce compromis sont légitimes. Mais à certains moments, il faut savoir reconnaître et apprécier des passages de cap essentiels.